

*Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé*

## ***REAMENAGEMENT DU NIVEAU 1 DU CTI***

# **PGSC**

### ***PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION*** *Opération de catégorie 3*

Indice	Date	Nature de la modification	Coordonnateur SPS
A	05/02/2025	Document initial	Romain Rubillon du Lattay

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER</b>	<b>4</b>
<b>1.1</b>	<b>Présentation du projet</b>	<b>4</b>
1.1.1	Opération	4
1.1.2	Calendrier des travaux	4
<b>1.2</b>	<b>Intervenants</b>	<b>4</b>
1.2.1	Maîtrise d'ouvrage	4
1.2.2	Maîtrise d'œuvre	4
1.2.3	Coordination SPS	4
1.2.4	Entreprises	5
1.2.5	Organismes de prévention	5
1.2.6	Commune	5
1.2.7	Concessionnaires	5
<b>2</b>	<b>MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER</b>	<b>6</b>
<b>2.1</b>	<b>Environnement du chantier</b>	<b>6</b>
<b>2.2</b>	<b>Installations de chantier</b>	<b>6</b>
2.2.1	Fermeture du chantier	6
2.2.2	Installation électrique	6
2.2.3	Eau	6
2.2.4	Base vie	6
<b>3</b>	<b>MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>7</b>
<b>3.1</b>	<b>Accès et circulation sur le chantier</b>	<b>7</b>
<b>3.2</b>	<b>Conditions de Manutention</b>	<b>7</b>
<b>3.3</b>	<b>Stockage des matériaux</b>	<b>7</b>
3.3.1	Stockage de produits dangereux	7
<b>3.4</b>	<b>Stockage, élimination des déblais, déchets et décombres</b>	<b>7</b>
3.4.1	Enlèvement de matériaux dangereux	7
<b>3.5</b>	<b>Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale</b>	<b>7</b>
3.5.1	Protections collectives	7
3.5.2	Accès provisoires	8
3.5.3	Installation électrique	8
<b>3.6</b>	<b>Interactions sur le site</b>	<b>8</b>
3.6.1	Protections collectives	8
3.6.2	Planification	8
3.6.3	Risques liés à la co-activité	8
3.6.4	Risques d'ordre électrique	8
3.6.5	Protection contre l'incendie	8
3.6.6	Utilisation de moteur thermique	8
3.6.7	Risques chimiques et CMR	9
3.6.8	Risques liés à l'amiante	9
3.6.9	Risques liés au plomb	9
<b>4</b>	<b>SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>10</b>
<b>4.1</b>	<b>Sujétions découlant de l'environnement du chantier</b>	<b>10</b>

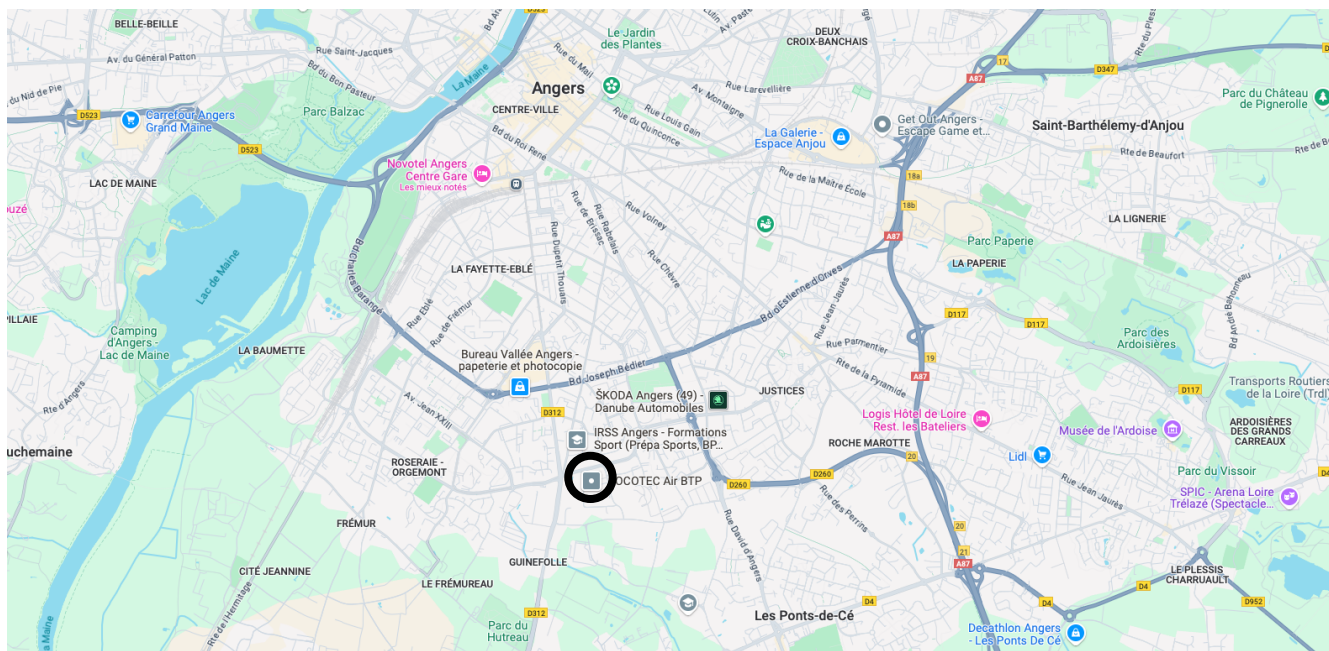
4.1.1	<i>Fermeture du chantier</i>	10
4.1.2	<i>Circulations</i>	10
4.1.3	<i>Consignes spécifiques</i>	10
<b>5</b>	<b>RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS, MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE</b>	<b>11</b>
<b>5.1</b>	<b><i>Renseignements pratiques propres à l'opération</i></b>	<b>11</b>
5.1.1	<i>Services d'urgence</i>	11
<b>5.2</b>	<b><i>Mesures communes d'organisation des secours</i></b>	<b>11</b>
5.2.1	<i>Affichage des consignes en cas d'accident</i>	11
5.2.2	<i>Appel et itinéraire des secours</i>	11
5.2.3	<i>Sauveteurs secouristes du travail</i>	11
5.2.4	<i>Travailleur isolé</i>	11
<b>6</b>	<b>MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>12</b>
<b>6.1</b>	<b><i>Rappels réglementaires</i></b>	<b>12</b>
6.1.1	<i>PPSPS</i>	12
6.1.2	<i>Sous-traitance</i>	12
<b>6.2</b>	<b><i>Modalités de coopération entre entreprises et Coordonnateur SPS</i></b>	<b>12</b>
6.2.1	<i>Visite d'inspection commune</i>	12
6.2.2	<i>Documents</i>	12
6.2.3	<i>Sous-traitance</i>	12
<b>7</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>13</b>
<b>7.1</b>	<b><i>ANNEXE 1 - Fiche d'appel en cas d'urgence</i></b>	<b>13</b>
<b>7.2</b>	<b><i>ANNEXE 2 - Diagnostics avant travaux</i></b>	<b>14</b>

## 1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

### 1.1 Présentation du projet

#### 1.1.1 Opération

Réaménagement du niveau 1 du CTI  
1 rue Bouché Thomas  
49000 ANGERS



#### 1.1.2 Calendrier des travaux

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : Avril 2025  
Délai prévisionnel des travaux : 3,5 mois

### 1.2 Intervenants

#### 1.2.1 Maîtrise d'ouvrage

CENTRE TECHNIQUE INFORMATIQUE  
1 rue Bouché Thomas  
49000 ANGERS

#### 1.2.2 Maîtrise d'œuvre

NOVAM INGENIERIE  
5 rue Copernic  
85300 CHALLANS

#### 1.2.3 Coordination SPS

ANJOU MAINE COORDINATION SPS  
89 rue des Artilleurs  
49100 ANGERS

### 1.2.4 Entreprises

Nombre d'entreprises prévisionnel : 7

Effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier : < 500 hommes/jours

LOT	ENTREPRISE	ADRESSE	CONTACT
01 - DEMOLITION - DECONSTRUCTION			
02 - MENUISERIES INTERIEURES			
03 - PLAFONDS SUSPENDUS			
04 - SOLS SOUPLES			
05 - PEINTURES			
06 - ELECTRICITE			
07 - PLOMBERIE - CVC			

La liste des sous-traitants déclarés par le titulaire du marché sera tenue à jour par le Coordonnateur SPS tout au long de l'opération dans le Registre Journal.

### 1.2.5 Organismes de prévention

OPPBTP PAYS DE LA LOIRE  
Parc d'Affaires Exapole  
275 boulevard Marcel Paul  
Bâtiment D - 1er étage  
44821 SAINT HERBLAIN CEDEX

CARSAT PAYS DE LA LOIRE  
Service prévention  
2 place de Bretagne  
44932 NANTES CEDEX 9

DDETS DE MAINE ET LOIRE  
Unité Territoriale de Maine-et-Loire UC1  
12 rue Papiou de la Verrie  
CS 23607 - 49036 ANGERS CEDEX 1

### 1.2.6 Commune

Mairie d'ANGERS ☎ 02 41 05 40 00

### 1.2.7 Concessionnaires

EXPLOITANT	ADRESSE	CONTACT
ENEDIS - DRPL - PAYS DE LA LOIRE	21 rue de la Chaussée 44403 REZE	02 40 41 02 50
	URGENCE DOMMAGE OUVRAGE	01 76 61 47 01
GRDF - DIRECTION RESEAUX CENTRE-OUEST	363 boulevard Marcel Paul 44804 SAINT HERBLAIN	02 28 03 46 30
	EN CAS DE DOMMAGE	02 47 85 74 44
SIEM	9 route de la Confluence ZAC de Beuzon 49000 ECOUFLANT	02 41 20 75 20
ORANGE - M1 PAYS DE LOIRE		02 28 56 35 35
	EN CAS DE DEGRADATION	08 10 30 01 11

## 2 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

### 2.1 Environnement du chantier

Travaux en milieu occupé dans un bâtiment restant en activité pendant les travaux.

### 2.2 Installations de chantier

Des places du parking existant au droit de l'entrée principale sont dédiées au chantier pour :

- Le stationnement.
- Le stockage des matériaux et des déchets.



#### 2.2.1 Fermeture du chantier

Les zones affectées au chantier doivent être fermées et interdites au public.

A la charge du **LOT 01** :

- Panneaux de hauteur au moins égale à 2m, liaisonnés et contreventés + portails d'accès équipés de dispositifs de fermeture + affichage CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC.
- Cloisonnement intérieur étanche pour séparer les zones de travaux des zones restant en activité, le cas échéant.

#### 2.2.2 Installation électrique

A la charge du **LOT 06** :

- Coffrets de distribution en nombre suffisant pour permettre les travaux de l'ensemble des entreprises.
- Eclairage dans les zones sombres et les circulations, intérieures et extérieures.

Les câbles d'alimentation doivent être correctement fixés en hauteur, ne pas créer d'obstacle à la circulation, être protégés contre les écrasements ou sectionnements dans les passages au sol ou à travers des parois.

#### 2.2.3 Eau

Branchements sur l'installation existante.

#### 2.2.4 Base vie

Locaux dans le bâtiment existant mis à la disposition des entreprises.

### **3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT**

#### **3.1 Accès et circulation sur le chantier**

L'accès côté Est est réservé au chantier pendant la durée des travaux.  
Le personnel de l'établissement est dévoyé côté Ouest pendant les travaux.

#### **3.2 Conditions de Manutention**

A la charge de chaque entreprise : Rechercher des solutions d'aide à la manutention pour les approvisionnements et l'évacuation des déchets.

#### **3.3 Stockage des matériaux**

A la charge du **LOT 01** :

- Fermeture des zones de stockage.
- Prévoir une zone dédiée au stockage des matières et substances dangereuses.

##### **3.3.1 Stockage de produits dangereux**

Matières et substances dangereuses à stocker à l'écart des zones de travaux, en respectant les règles d'incompatibilité.

La quantité stockée doit être limitée aux besoins quotidiens.

A la charge de chaque entreprise :

Signalisation du danger adaptée à la nature du produit à afficher au droit des zones de stockage.

#### **3.4 Stockage, élimination des déblais, déchets et décombres**

A la charge du **LOT 01** :

- Fermeture de la zone dédiée aux bennes et déchets de chantier.



A la charge de chaque entreprise :

- Evacuer les déchets à l'avancement des travaux.

##### **3.4.1 Enlèvement de matériaux dangereux**

Les déchets dangereux doivent être pris en charge par les entreprises concernées dès la production du déchet et évacués à l'avancement des travaux.

Les déchets contenant du plomb ne doivent pas être dispersés dans l'environnement. Utiliser des sacs étanches ou des bidons fermés pour ces déchets.

#### **3.5 Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale**

##### **3.5.1 Protections collectives**

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne doivent être modifiés que par celle-ci.  
En cas de défaut de protection collective constaté par une entreprise, celle-ci devra contacter l'entreprise en charge de la mise en place des protections pour que le défaut soit corrigé avant d'intervenir



### **3.5.2 Accès provisoires**

Les accès et zones de circulation doivent rester libres de tout encombrement.

### **3.5.3 Installation électrique**

L'installation électrique mise en place par une entreprise ne doit être modifiée que par celle-ci.  
En cas de défaut de protection collective constaté par une entreprise, celle-ci doit contacter l'entreprise en charge de la mise en place des protections pour que le défaut soit corrigé avant d'intervenir.

Les câbles électriques utilisés par les entreprises ne devront pas créer d'obstacle à la circulation, ils doivent être protégés contre les risques d'écrasement ou de sectionnement.

## **3.6 Interactions sur le site**

### **3.6.1 Protections collectives**

Principes à observer :

- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage doit être préférée à l'installation de protections provisoires.
- L'entreprise en charge de la réalisation d'un ouvrage doit en assurer la protection contre les risques de toute nature, en mettant en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'une tâche ne conduise à l'enlèvement d'un dispositif de protection collective.
- La mise en place des protections collectives doit être faite en l'absence de risque.

### **3.6.2 Planification**

Le planning de réalisation doit être établi en tenant compte des phases de travaux des différents corps d'état.  
Les risques d'interférences entre entreprises doivent être minimisés :

- En organisant les interventions successivement dans chaque zone.
- En évitant les travaux superposés.
- En facilitant les interventions en termes de flux (matériel, matériaux) et de mutualisation des moyens.

### **3.6.3 Risques liés à la co-activité**

En cas de co-activité simultanée, l'entreprise en charge de la réalisation d'un ouvrage ou partie d'ouvrage doit interdire l'accès aux zones d'intervention présentant des risques pour les autres entreprises, par la mise en place d'une délimitation physique, d'une signalétique ou de tout autre dispositif adapté à la nature du danger.

### **3.6.4 Risques d'ordre électrique**

A la charge du **LOT 06** :

- Consignation des réseaux électriques situés dans les zones concernées par les travaux avant le démarrage des travaux, pour chaque phase.
- Signalisation des circuits électriques sous tension situés dans les zones d'intervention.

### **3.6.5 Protection contre l'incendie**

En cas d'action susceptible de générer un incendie ou une explosion (flamme, étincelle, utilisation d'explosif, etc.), prévoir les mesures de protection collective adaptées.

Les travaux par point chaud doivent faire l'objet d'un permis de feu.

### **3.6.6 Utilisation de moteur thermique**

Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des bâtiments, locaux, espaces clos quels qu'ils soient.



### **3.6.7 Risques chimiques et CMR**

Une entreprise qui prévoit d'utiliser des produits dangereux doit s'assurer au préalable que leur mise en œuvre, en tenant compte des délais de séchage, ne présente pas de risque d'exposition pour les personnes extérieures à l'entreprise.

A cet effet elle doit informer l'ensemble des intervenants des recommandations de sécurité à observer, afin de planifier leur mise en œuvre, sous la direction du Maître d'œuvre.

### **3.6.8 Risques liés à l'amiante**

En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise doit :

- Arrêter les travaux et interdire l'accès à la zone concernée.
- Informer le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.
- Faire valider la méthodologie d'intervention avant reprise des travaux.

### **3.6.9 Risques liés au plomb**

Présence de matériaux contenant du plomb.

A la charge des entreprises concernées par des interventions sur des matériaux contenant du plomb :

- Etablir les modes opératoires détaillant les procédés prévus et les dispositifs à mettre en place pour éviter l'inhalation de poussière ou de vapeur contenant du plomb, ainsi que la pollution des locaux et de l'environnement.
- Tests lingette validant l'absence de pollution résiduelle après enlèvement de matériaux contenant du plomb, le cas échéant.

Les modes opératoires sont à valider par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS avant le démarrage des travaux.

## **4 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER**

### ***4.1 Sujétions découlant de l'environnement du chantier***

L'opération est située dans un établissement en activité.

#### ***4.1.1 Fermeture du chantier***

Le chantier et les zones affectées au chantier doivent être clôturées et indépendantes de l'établissement auquel ils se rapportent.

Dispositifs de séparation des zones de travaux du reste de l'établissement à installer pour délimiter le chantier, en interdire l'accès aux personnes non autorisées et assurer une protection permettant de lutter contre la poussière et le bruit.

Les fermetures de chantier doivent rester fermées en permanence, y compris lorsque le chantier est en activité.

#### ***4.1.2 Circulations***

Le cheminement des travailleurs effectuant des manutentions ne doit pas croiser le cheminement du personnel de l'établissement.

#### ***4.1.3 Consignes spécifiques***

Respecter les règles et consignes spécifiques propres à l'établissement, et notamment le respect du plan de circulation, l'établissement d'un permis de feu pour les travaux par point chaud, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au chantier, les horaires pendant lesquels les travaux bruyants ne doivent pas être effectués.

## **5 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS, MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE**

### **5.1 Renseignements pratiques propres à l'opération**

#### **5.1.1 Services d'urgence**

##### **APPEL D'URGENCE EUROPEEN ☎ 112**

APPEL D'URGENCE POUR MALENTENDANTS ☎ 114

SAMU ☎ 15

SAPEURS POMPIERS ☎ 18

POLICE ☎ 17

PHARMACIE DE GARDE ☎ 3237

CHU ANGERS - 4 rue Larrey - ANGERS ☎ 02 41 35 53 05

CENTRE ANTI-POISON - ANGERS ☎ 02 41 48 21 21

CLINIQUE DE LA MAIN - 47 rue de la Foucaudière - TRELAZE ☎ 02 41 86 86 41

URGENCES CARDIOLOGIQUES - 51 rue de la Foucaudière - TRELAZE ☎ 02 41 47 71 71

### **5.2 Mesures communes d'organisation des secours**

#### **5.2.1 Affichage des consignes en cas d'accident**

Mise en place d'un tableau d'affichage comprenant :

- La conduite à tenir en cas d'accident
- Les numéros d'appel des secours
- La procédure de guidage des secours
- Le numéro d'appel du représentant de la Maîtrise d'ouvrage
- Le numéro d'appel du Coordonnateur SPS

#### **5.2.2 Appel et itinéraire des secours**

Chaque chef d'entreprise doit prendre les mesures nécessaires pour permettre l'appel des secours en cas d'urgence.

Voir annexe : Fiche EN CAS D'URGENCE.

Maintenir en permanence des itinéraires permettant la circulation des secours parfaitement dégagés et circulables.

#### **5.2.3 Sauveteurs secouristes du travail**

Les sauveteurs secouristes du travail (SST) doivent être identifiables.

#### **5.2.4 Travailleur isolé**

A la charge de chaque entreprise : Rechercher les moyens d'éviter des situations de travail où un travailleur ne peut être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible.

En cas d'impossibilité, définir les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc.).

## **6 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

### **6.1 *Rappels réglementaires***

#### **6.1.1 *PPSPS***

Les entreprises titulaires ou travailleurs indépendants doivent établir un PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'ouvrage.

#### **6.1.2 *Sous-traitance***

Le titulaire d'un marché a l'obligation de communiquer à son sous-traitant le Plan Général de Coordination (PGC), ainsi que les consignes spécifiques le cas échéant.

Le sous-traitant a l'obligation d'établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) préalablement aux travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entreprise titulaire. Ce délai est réduit à 8 jours pour certains travaux de second œuvre.

### **6.2 *Modalités de coopération entre entreprises et Coordonnateur SPS***

#### **6.2.1 *Visite d'inspection commune***

Les entreprises titulaires, travailleurs indépendants et sous-traitants doivent prendre contact avec le Coordonnateur SPS dès la réception du contrat signé avec le Maître d'ouvrage ou avec l'entreprise titulaire, et au minimum 15 jours avant le démarrage de leurs travaux, afin d'effectuer une visite d'inspection commune.

#### **6.2.2 *Documents***

Les entreprises titulaires, travailleurs indépendants et sous-traitants doivent transmettre leur PPSPS au Coordonnateur au minimum 7 jours avant le démarrage de leurs travaux.

Les entreprises titulaires doivent transmettre au Coordonnateur SPS les documents à intégrer au DIUO.

#### **6.2.3 *Sous-traitance***

En cas de sous-traitance non connue - ou non agréée (en cas de Maîtrise d'ouvrage publique) - le Coordonnateur SPS pourra expulser le sous-traitant du chantier.

## 7 ANNEXES

### 7.1 ANNEXE 1 - Fiche d'appel en cas d'urgence

# En cas d'urgence

Rassembler les informations à indiquer à votre interlocuteur en lien avec le sauveteur secouriste du travail (SST).

#### 1 La nature de l'urgence\*

#### 2 Informations du chantier

Nom du chantier :

Téléphone :

Adresse :

Code postal :

Ville :

#### 3 Le point de rendez-vous *Par exemple : une personne à l'entrée vous guidera.*

#### 4 L'appel des secours

**15**  
Samu

**18**  
Pompiers

**17**  
Police secours

**112**  
Centre d'appels secours

#### \* Les bonnes informations sur la nature de l'urgence

##### Les circonstances de l'urgence : description et risques possibles

*Par exemple : chute d'un toit, chute dans une fosse, explosion, ensevelissement, heurt ou collision avec un véhicule...*

##### Les difficultés d'accès et de dégagement

*Par exemple : blessé(s) sur le toit, risque d'éboulement, risque d'incendie...*

##### Le nombre de victimes et leur état

*Par exemple : deux ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.*

##### L'intervention éventuelle du secouriste

*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*

##### L'écoute des consignes du centre d'appel d'urgence

*Ne raccrochez jamais le premier.*

Réf. : A1 A 03 23



**SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL** : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail

## **7.2 ANNEXE 2 - Diagnostics avant travaux**

### **Amiante**

Rapport ELIBAT N° 48568 CPAM DE MAINE ET LOIRE 25.04.24 A établi le 13/05/2024.

### **Plomb**

Rapport ELIBAT N° 101393 CPAM DE MAINE ET LOIRE 06.11.24 P établi le 13/05/2024.

Ces rapports sont communiqués aux entreprises par le Maître d'ouvrage.